

# REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la décentralisation et de la  
fonction publique

Décret n° 2016-.... du ..... 2016

## **Portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat**

NOR :

*Publics concernés : Fonctionnaires de l'Etat de catégorie B relevant du corps interministériel des infirmières et des infirmiers de l'Etat, du corps des infirmières et des infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale et du corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense ; fonctionnaires de catégorie C accédant au corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense.*

*Objet : Dispositions statutaires communes à l'ensemble des agents relevant des corps à caractère paramédical relevant de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat , mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique à ces corps.*

*Entrée en vigueur : Les dispositions de ce texte entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, à l'exception des dispositions relatives aux modalités d'avancement d'échelon des fonctionnaires relevant des corps cités ci-dessus, qui prennent effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016, conformément au calendrier de mise en œuvre annexé au protocole.*

*Notice : Le présent décret fixe les règles statutaires communes applicables à l'ensemble des agents relevant de l'un des trois corps à caractère paramédical de catégorie B de la fonction publique de l'Etat : corps interministériel des infirmières et infirmiers de l'Etat, corps des infirmières et infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale et corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense. Il définit la structure de carrière commune à ces trois corps (durées d'échelon, modalités d'accès au grade supérieur et classement dans ce grade).*

*Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre de la décentralisation et de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, notamment son article 148 ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-1597 du 19 décembre 2005 modifié portant statut particulier du corps d'infirmiers civils de soins généraux du ministère de la défense ;

Vu le décret n° 2013-974 du 30 octobre 2013 modifié portant statut particulier du corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat (commission statutaire) en date du ,

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

**Décète :**

**TITRE I<sup>er</sup>**

**DISPOSITIONS STATUTAIRES COMMUNES A DIVERS CORPS DE  
FONCTIONNAIRES DE LA CATEGORIE B A CARACTERE PARAMEDICAL DE LA  
FONCTION PUBLIQUE DE L'ETAT**

**CHAPITRE I<sup>ER</sup>**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>**

Les corps à caractère paramédical inscrits en annexe du présent décret sont classés dans la catégorie B prévue à l'article 29 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée et régis par les dispositions du présent décret.

**Article 2**

Chaque corps comprend deux grades ou assimilés :

1° le premier grade comporte huit échelons,

2° le deuxième grade, grade le plus élevé, comporte également huit échelons.

**CHAPITRE II**  
**AVANCEMENT**

**Article 3**

La durée du temps passé dans chacun des échelons des grades des corps régis par le présent décret est fixée ainsi qu'il suit :

<b>GRADES ET ÉCHELONS</b>	<b>DUREE</b>
Deuxième grade	
8 <sup>e</sup> échelon	
7 <sup>e</sup> échelon	4 ans
6 <sup>e</sup> échelon	4 ans
5 <sup>e</sup> échelon	4 ans
4 <sup>e</sup> échelon	3 ans
3 <sup>e</sup> échelon	3 ans
2 <sup>e</sup> échelon	2 ans
1 <sup>er</sup> échelon	1 an
Premier grade	
8 <sup>e</sup> échelon	
7 <sup>e</sup> échelon	4 ans
6 <sup>e</sup> échelon	4 ans
5 <sup>e</sup> échelon	4 ans
4 <sup>e</sup> échelon	4 ans
3 <sup>e</sup> échelon	3 ans
2 <sup>e</sup> échelon	3 ans
1 <sup>er</sup> échelon	2 ans

**Article 4**

Peuvent être promus au deuxième grade de l'un des corps régis par le présent décret, après inscription sur un tableau d'avancement pris après avis de la commission administrative paritaire compétente, les fonctionnaires justifiant d'au moins deux ans d'ancienneté dans le 4<sup>e</sup> échelon du premier grade et justifiant de dix ans de services effectifs dans un corps, cadres d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

Les intéressés sont classés dans leur nouveau grade conformément au tableau de correspondance suivant :

<b>SITUATION DANS LE PREMIER GRADE</b>	<b>SITUATION DANS LE DEUXIÈME GRADE</b>	<b>ANCIENNETÉ CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon</b>

8 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
7 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	$\frac{3}{4}$ de l'ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	$\frac{3}{4}$ de l'ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	$\frac{1}{2}$ de l'ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon :		
- à partir de deux ans	1 <sup>er</sup> échelon	$\frac{1}{2}$ de l'ancienneté acquise

## TITRE II

### DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AUX CORPS D'INFIRMIERES ET INFIRMIERS REGIS PAR LE DECRET N° 94-1020 DU 23 NOVEMBRE 1994 FIXANT LES DISPOSITIONS STATUTAIRES COMMUNES APPLICABLES AUX CORPS DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS DES SERVICES MEDICAUX DES ADMINISTRATIONS DE L'ETAT

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### DISPOSITIONS ENTRANT EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2016

##### Article 5

I – Le mot : « moyenne » est supprimé du premier alinéa de l'article 17 et du tableau du même article du décret du 23 novembre 1994 susvisé.

II – Les fonctionnaires relevant de l'un des corps régis par le décret du 23 novembre 1994 susvisé conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées au titre d'une année antérieure à l'année 2016 et non utilisées.

#### CHAPITRE II

#### DISPOSITIONS ENTRANT EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2017

##### Article 6

Le décret du 23 novembre 1994 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

1° A l'article 1<sup>er</sup> :

- a) les mots : « décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de fonctionnaires de catégorie B » sont remplacés par les mots : « décret n° 2016- XXXX du XX XX 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat » ;
- b) le dernier alinéa est supprimé.

2° A l'article 3 :

- a) les mots « neuf échelons » sont remplacés par les mots « huit échelons »,

- b) les mots « sept échelons » sont remplacés par les mots « également huit échelons » ;
- c) il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Ces grades sont respectivement assimilés aux premier et deuxième grades mentionnés à l'article 2 du décret n°2016-XXXX du XX XXXX 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat. »

3° Le chapitre II est abrogé.

### **TITRE III**

#### **DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AU CORPS DES INFIRMIERS CIVILS DE SOINS GENERAUX REGI PAR LE DECRET N° 2005-1597 DU 19 DECEMBRE 2005 PORTANT STATUT PARTICULIER DU CORPS D'INFIRMIERS CIVILS DE SOINS GENERAUX DU MINISTERE DE LA DEFENSE**

#### **CHAPITRE I<sup>er</sup>**

#### **DISPOSITIONS ENTRANT EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2016**

#### **Article 7**

I- Le décret du 19 décembre 2005 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

1° Le mot « moyenne » est supprimé des premier et deuxième alinéas de l'article 13 ;

2° A l'article 15 :

- a) les mots « et appartenant à un corps ou cadres d'emplois dont l'indice brut terminal est au moins égal à l'indice brut 638 » sont supprimés ;
- b) les mots « à l'article 3 » sont remplacés par les mots « aux articles L. 4311-3 et L. 4311-5 du code de la santé publique, ou d'une autorisation d'exercer la profession d'infirmier délivrée en application de l'article L. 4311-4 du même code. » ;
- c) le mot « moyenne » est supprimé.

II – Les infirmiers civils de soins généraux conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées au titre d'une année antérieure à l'année 2016 et non utilisées.

#### **CHAPITRE II**

#### **DISPOSITIONS ENTRANT EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2017**

#### **Article 8**

Le même décret est modifié ainsi qu'il suit :

1° A l'article 1<sup>er</sup>, les mots « du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat » sont remplacés par les mots « du décret n° 2016- XXXX du XX XX 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat » ;

2° A l'article 2 :

- a) les mots « neuf échelons » sont remplacés par les mots « huit échelons » ;

- b) les mots « sept échelons » sont remplacés par les mots « également huit échelons » ;
- c) il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Ces grades sont respectivement assimilés aux premier et deuxième grades mentionnés à l'article 2 du décret n° 2016-XXXX du XX XXXX 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat. »

3° Les chapitres IV et VI sont abrogés.

## **TITRE IV**

### **DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AU CORPS DES TECHNICIENS PARAMEDICAUX CIVILS DU MINISTERE DE LA DEFENSE REGI PAR LE DECRET N° 2013-974 DU 30 OCTOBRE 2013 PORTANT STATUT PARTICULIER DU CORPS DES TECHNICIENS PARAMEDICAUX CIVILS DU MINISTERE DE LA DEFENSE**

#### **CHAPITRE I<sup>er</sup>**

##### **DISPOSITIONS ENTRANT EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2016**

###### **Article 9**

I - Le mot « moyenne » est supprimé des dispositions suivantes du décret du 30 octobre 2013 susvisé :

- 1° au deuxième alinéa de l'article 8 ;
- 2° au II de l'article 9 ;
- 3° aux deuxièmes alinéas des III et IV de l'article 11 ;
- 4° au premier alinéa et sans le tableau de l'article 17 ;
- 5° au deuxième alinéa de l'article 19 ;

II – Les articles 23 à 30 sont abrogés.

III – Les techniciens paramédicaux civils conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées au titre d'une année antérieure à l'année 2016 et non utilisées.

#### **CHAPITRE II**

##### **DISPOSITIONS ENTRANT EN VIGUEUR LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2017**

###### **Article 10**

Le même décret est modifié ainsi qu'il suit :

1° A l'article 3 :

- a) Au 1°, les mots « neuf échelons » sont remplacés par les mots « huit échelons » ;
- b) au 2°, les mots « sept échelons » sont remplacés par les mots « également huit échelons » ;
- c) il est ajouté un alinéa ainsi rédigé : « Ces grades sont respectivement assimilés aux premier et deuxième grades mentionnés à l'article 2 du décret n° 2016-XXXX du XX

XXXX 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat. »

2° L'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 11 : I. – Les fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau qui détiennent un grade situé en échelle C3 sont classés dans le grade de technicien paramédical civil de classe normale conformément au tableau de correspondance ci-après :

SITUATION DANS L'ÉCHELLE C3 de la catégorie C	SITUATION DANS LE GRADE DE TECHNICIEN PARAMEDICAL CIVIL DE CLASSE NORMALE	
	Classe normale Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
10 <sup>ème</sup> échelon	7 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
9 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup> échelon	4/3 de l'ancienneté acquise
8 <sup>ème</sup> échelon :	6 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
7 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	2/3 de l'ancienneté acquise, majorés de deux ans
6 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	Deux fois l'ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise, majorée d'un an
3 <sup>ème</sup> échelon :		
- A partir d'un an	3 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise au-delà d'un an
- Avant un an	2 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise majorée de deux ans
2 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	Deux fois l'ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté

II – Les fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau qui détiennent un grade situé en échelle C2 sont classés dans le grade de technicien paramédical civil de classe normale conformément au tableau de correspondance ci-après :

SITUATION DANS L'ÉCHELLE C2 de la catégorie C	SITUATION DANS LE GRADE DE TECHNICIEN PARAMEDICAL CIVIL DE CLASSE NORMALE	
	Classe normale Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
11 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré de deux ans
10 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
9 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	4/3 de l'ancienneté acquise
8 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise majorée d'un an
7 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté acquise

6 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	3/2 de l'ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
4 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
3 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté

Les fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau qui détiennent un grade situé en échelle C1 sont classés dans le grade de technicien paramédical civil de classe normale conformément au tableau de correspondance ci-après :

SITUATION DANS L'ÉCHELLE C1 de la catégorie C	SITUATION DANS LE GRADE DE TECHNICIEN PARAMEDICAL CIVIL DE CLASSE NORMALE	
	Premier grade Echelons	Ancienneté conservée dans la limite de la durée de l'échelon
12 <sup>ème</sup> échelon (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2020)	4 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
11 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	3/4 de l'ancienneté acquise
10 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	1/3 de l'ancienneté acquise, majoré de deux ans
9 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	1/3 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
8 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
7 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
6 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté acquise, majoré d'un an
5 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté
3 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté
2 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté

III. — Les fonctionnaires appartenant à un corps ou un cadre d'emplois de catégorie C ou de même niveau qui détiennent un autre grade que ceux mentionnés au I et au II sont classés à l'échelon comportant l'indice brut le plus proche de l'indice brut qu'ils détenaient avant leur nomination augmenté de 15 points d'indice brut. Lorsque deux échelons successifs présentent un écart égal avec cet indice augmenté, le classement est prononcé dans celui qui comporte l'indice brut le moins élevé.

Dans la limite de l'ancienneté exigée à l'article 3 du décret n° 2016-XX du XX XXXX 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat, pour une promotion à l'échelon supérieur, les bénéficiaires de cette disposition conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur grade d'origine lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est

inférieure ou égale à 15 points d'indice brut. Toutefois, lorsque le classement opéré en vertu de l'alinéa précédent conduit le fonctionnaire à bénéficier d'un échelon qu'aurait également atteint le titulaire d'un échelon supérieur de son grade d'origine, aucune ancienneté ne lui est conservée dans l'échelon du grade de technicien paramédical civil de classe normale dans lequel il est classé.

S'ils y ont intérêt, les agents mentionnés au premier alinéa qui détenaient, antérieurement au dernier grade détenu en catégorie C, un grade situé en échelle C2 sont classés, en application des dispositions du II en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé, jusqu'à la date de nomination dans le corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense, d'appartenir à ce grade.

IV. — Les fonctionnaires autres que ceux mentionnés aux I, II et III sont classés à l'échelon du grade de technicien paramédical civil de classe normale qui comporte un indice brut égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à l'indice brut détenu en dernier lieu dans leur corps ou cadre d'emplois d'origine.

Dans la limite de l'ancienneté exigée à l'article 3 du décret n° 2016-XX du XX XXXX 2016 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B à caractère paramédical de la fonction publique de l'Etat, pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur grade d'origine lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les fonctionnaires nommés alors qu'ils ont atteint le dernier échelon de leur grade d'origine conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes limites, lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté de leur promotion à ce dernier échelon.

V. — Les fonctionnaires qui avaient, avant leur nomination dans le corps des techniciens paramédicaux civils, la qualité de fonctionnaire civil, classés, en application du présent article, à un échelon doté d'un indice brut inférieur à celui qu'ils détenaient avant leur nomination conservent à titre personnel le bénéfice de leur indice brut antérieur, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur nouveau grade d'un indice brut au moins égal.

Toutefois, l'indice brut ainsi maintenu ne peut excéder la limite de l'indice brut afférent au dernier échelon du grade de technicien paramédical civil de classe supérieure. »

3° Le chapitre IV et les articles 23 à 30 sont abrogés.

### **CHAPITRE III**

#### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

##### **Article 11**

I. – Les fonctionnaires relevant, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2017, de l'un des corps d'infirmières et d'infirmiers régis par le décret du 23 novembre 1994 susvisé, du corps des infirmiers civils de soins généraux régi par le décret du 19 décembre 2005 susvisé et du corps des techniciens

paramédicaux civils du ministère de la défense régi par le décret du 30 octobre 2013 susvisé, ou détachés dans ces corps, sont reclassés conformément au tableau de correspondance suivant :

<b>Ancienne situation dans le grade d'avancement</b>	<b>Nouvelle situation dans le grade d'avancement</b>	<b>ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon d'accueil</b>
7 <sup>ème</sup> échelon	7 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	2/3 de l'ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Ancienneté acquise
<b>Ancienne situation dans le grade de début</b>	<b>Nouvelle situation dans le grade de début</b>	<b>ANCIENNETÉ D'ÉCHELON CONSERVÉE dans la limite de la durée de l'échelon d'accueil</b>
9 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
8 <sup>ème</sup> échelon	7 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
7 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
6 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
5 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
2 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté

II. – Les fonctionnaires relevant des corps mentionnés au I conservent les réductions et majorations d'ancienneté accordées au titre des années précédant l'année 2016 et non utilisées.

## **Article 12**

I. – Les agents inscrits sur un tableau d'avancement établi au titre de 2017, promus dans le grade d'avancement de l'un des corps mentionnés à l'article 5, sont classés dans ce grade en tenant compte de la situation qui aurait été la leur s'ils n'avaient cessé de relever, jusqu'à la date de leur promotion :

1° des dispositions du chapitre II du décret du 23 novembre 1994 susvisé, dans sa rédaction antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2017, s'ils appartiennent au corps interministériel des infirmières et infirmiers de l'Etat ou au corps des infirmières et infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale ;

2° des dispositions du chapitre IV du décret du 19 décembre 2005 susvisé, dans sa rédaction antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2017, s'ils appartiennent au corps des infirmiers civils de soins généraux ;

3° des dispositions du chapitre IV du décret du 30 octobre 2013 susvisé, dans sa rédaction antérieure 1<sup>er</sup> janvier 2017, s'ils appartiennent au corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense.

Les intéressés sont, à partir de cette situation théorique, reclassés à la date de leur promotion, en application des dispositions de l'article 11.

II.- Les membres des corps mentionnés à l'article 11 qui, au 1<sup>er</sup> janvier 2017, appartiennent au grade de début de leur corps d'origine et auraient réuni les conditions pour une promotion au grade supérieur au plus tard au titre de l'année 2018, sont réputés réunir ces conditions à la date à laquelle ils les auraient réunies en application des dispositions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les agents promus au grade supérieur au titre du présent II qui ne justifient pas de deux ans d'ancienneté dans le 4<sup>ème</sup> échelon de la classe normale sont classés au 1<sup>er</sup> échelon du grade d'avancement du corps auquel ils appartiennent, sans ancienneté d'échelon conservée.

### **Article 13**

Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017, à l'exception des dispositions des articles 5, 7 et 9 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **Article 14**

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes, le ministre de la défense, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

La ministre de la décentralisation et de la  
fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

La ministre de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la recherche,

Najat VALLAUD-BELKACEM

Le ministre des finances et des comptes  
publics,

Michel SAPIN

La ministre des affaires sociales, de la santé  
et des droits des femmes,

Marisol TOURAINE

Le ministre de la défense,

Jean-Yves LE DRIAN

Le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Christian ECKERT

ANNEXE :

- Corps interministériel des infirmières et des infirmiers de l'Etat ;
- Corps des infirmières et des infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale ;
- Corps des infirmiers civils de soins généraux ;
- Corps des techniciens paramédicaux civils du ministère de la défense ;